

la Lettre du Maroc

BULLETIN DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES - COMMISSION ADMINISTRATIVE NATIONALE
FEDERATION D'EUROPE OCCIDENTALE

Les territoires palestiniens occupés (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem...), connaissent depuis plusieurs jours une insurrection populaire d'une ampleur sans précédent. Dans ce combat pour la dignité et l'identité nationale, les masses populaires palestiniennes en lutte contre l'occupation sioniste acceptent tous les sacrifices, y compris le sacrifice suprême pour que vivent la patrie et la liberté. N'ayant d'autres armes pour affronter le colonialisme sioniste que la conviction et le profond attachement à ces idéaux, cette résistance héroïque compte déjà plusieurs martyrs et des centaines de blessés ; le régime sioniste n'hésitant pas à utiliser les méthodes de répression les plus sauvages semant la mort et la terreur, et confirmant ainsi sa nature fasciste et son alliance organique et effective avec l'impérialisme mondial.

Les régimes réactionnaires arabes quant à eux, observent la même position passive éhontée que lors de l'invasion du Liban par l'armée sioniste. Non seulement ils refusent d'accomplir leur devoir de soutien effectif au combat du peuple palestinien, mais ils s'emploient à réprimer toute manifestation de soutien des masses populaires arabes attachées à la juste cause palestinienne. Dans certains pays arabes, le simple fait d'exprimer ce soutien est devenu un véritable délit puni par la loi... Mais, peut-on attendre le contraire de la part de régimes dont la raison d'être est de réprimer les peuples, d'aliéner leurs potentialités créatrices et de les priver des moindres droits de citoyenneté au nom de la justice et de la démocratie ?...

Notre parti, tout en s'inclinant respectueusement devant le sacrifice des martyrs palestiniens :

- réitère sa solidarité absolue avec la lutte du peuple palestinien et son seul représentant légitime : l'OLP, et son soutien total à l'insurrection populaire menée dans les territoires occupés.

- Lance un appel à tous les partis et organisations démocratiques arabes pour coordonner le soutien à l'insurrection, et exprime son accord pour participer à toute initiative en faveur de la lutte du peuple palestinien.

- Salue chaleureusement la solidarité de toutes les forces démocratiques à travers le monde avec l'insurrection, et proclame la mobilisation de notre fédération d'Europe pour soutenir moralement, matériellement et politiquement le combat de nos frères palestiniens.

Gloire aux martyrs de la libération

Vive la lutte du peuple palestinien

Vive la solidarité arabe et internationale

Paris, le 21 décembre 1987
USFP - CAN
Fédération d'Europe

EVOLUTION ET APPROFONDISSEMENT DE LA LIGNE SOCIALISTE

— AL-MASSAR - No 80 - 19 décembre 1987 —

Le XXVIème Congrès du Parti Communiste Français s'est tenu du 2 au 6 décembre 1987 avec la participation de plus de 1 700 délégués représentant les différentes fédérations, et pas moins de 116 délégations (dont celle de notre Parti), représentant les partis communistes et mouvements progressistes des cinq continents.

Cette grande manifestation politique et organisationnelle a revêtu d'autant plus d'importance qu'elle a eu lieu à quelques mois des élections présidentielles, et au moment où le Parti Communiste Français fait l'objet de multiples tentatives de dénigrement et de marginalisation. Elle intervient également dans un climat marqué par la recrudescence des luttes syndicales et sociales, et des initiatives de solidarité menées par le Parti.

Le Congrès commença ses travaux par le rapport introductif présenté par le secrétaire général, G. Marchais, rapport global et riche de détails analytiques en même temps. La première partie de ce rapport mit en évidence avec précision les traits marquants de la situation internationale et des tendances fondamentales qui caractérisent notre époque : approfondissement des contradictions, résolutions et changements profonds que connaît l'humanité dans son ensemble. Le rapport aborda ensuite la situation française dans le cadre international préalablement défini.

En ce qui concerne la situation française, précisément, le rapport introductif, le projet de résolution ainsi que les interventions des congressistes, ont tous convergé pour mettre en relief les aspects de la crise capitaliste et les projets de la grande bourgeoisie visant à mettre toutes les potentialités du pays au service de ses intérêts exclusifs. L'accent a été également mis sur la responsabilité des dirigeants socialistes dans l'approfondissement de la crise. Plusieurs interventions soulignèrent l'accord sur le fond de ces dirigeants avec la politique d'austérité et d'atteinte aux acquis populaires menée par la droite.

Par ailleurs, la résolution finale du Congrès résuma l'aspect fondamental de la situation en France en affirmant que l'application de la politique du grand capital opère un glissement

constant de cette situation vers la droite, en même temps qu'elle produit un élargissement de la base et des moyens objectifs permettant de combattre cette politique.

Le Parti Communiste et les forces populaires sont non seulement impliqués dans cette contradiction, mais il leur revient de trouver et de réaliser l'alternative adéquate. Cette alternative a été, en l'occurrence, l'objet du programme d'action adopté par le Congrès, s'articulant autour des slogans de «Paix, Liberté et Justice sociale». Chacun de ces slogans faisant l'objet de propositions concrètes et d'axes de lutte et de mobilisation populaire. L'ensemble de ces propositions constitue en fait la ligne politique du Parti qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie confirmée à nouveau par le Congrès, comme stratégie révolutionnaire visant à mettre fin à la domination capitaliste et à réaliser les changements nécessaires à la construction du socialisme en France sous la direction de la classe ouvrière. Dans ce cadre, le Congrès souligna à nouveau l'adhésion sans équivoque du Parti Communiste Français au socialisme scientifique, son rôle d'avant-garde, et l'application des principes du centralisme démocratique dans sa vie interne.

En effet, les débats qui ont précédé le Congrès et ceux qui s'y sont déroulés démontrent de la dynamique de la vie interne du Parti, et apportent un démenti cinglant à la campagne menée par les médias au service de la bourgeoisie qui présentent le Parti Communiste Français tantôt comme un parti sclérosé, figé et sans débat interne, tantôt comme un mouvement déchiré par les tendances d'opinions et les contradictions internes. Quelle déception pour ceux qui n'ont cessé de spéculer sur «l'hémorragie» au sein du Parti Communiste et de mettre en exergue le poids des «rénovateurs» et de leur représentant, P. Juquin ! Celui-ci, exclu pour entrave à la ligne du Parti, bénéficie actuellement du soutien déclaré du Parti Socialiste et d'une série de groupuscules de tous genres...

Bref, le XXVIème Congrès du Parti Communiste Français constitua sur tous les plans, un réel approfondissement de la ligne socialiste et du programme de lutte du Parti.



Le XXVIème Congrès de votre Parti intervient dans une situation internationale particulièrement critique, dont vous n'avez pas manqué de souligner la dialectique et les traits maquants :

- d'une part, les progrès techniques et scientifiques accomplis par l'Humanité ouvrent des perspectives concrètes pour liquider la faim, la misère, la maladie dans le monde, et satisfaire les besoins fondamentaux de milliards de femmes et d'hommes.

De l'autre, l'entêtement du capitalisme à faire de ces moyens techniques des instruments puissants pour l'avantage de profits, d'exploitation de l'homme par l'homme, de famine et de malheurs de l'humanité ; espérant ainsi trouver de nouveaux palliatifs à ses contradictions internes et à son dépérissement historique inéluctable.

- D'une part, les luttes ascendantes des forces de progrès qui incarnent l'aspiration des peuples à la libération, la paix, la démocratie, la justice sociale et le socialisme.

De l'autre, l'impérialisme et ses alliés locaux qui n'ont d'autres recours que la violence sous toutes ses formes (guerres, foyers de tensions, liquidations physiques, terrorisme intellectuel, violation des droits de l'homme) pour sauvegarder leurs privilèges et perpétuer leur domination. Et ce, au prix d'une militarisation effrénée qui dilapide les potentialités des nations, et ruine les peuples dominés en particulier, en les enfonçant dans davantage de dépendance.

- D'une part, l'approfondissement de la conscience de classe, de la lutte de classes, la montée du socialisme scientifique, seule idéologie tournée vers l'avenir et porteuse de solutions de libération de la classe ouvrière et de tous les peuples, et d'épanouissement de leurs pleines potentialités créatrices.

De l'autre, la collaboration de classe, la compromission, l'abandon et la résignation prônés par la sociale-démocratie dont les méthodes et les expressions ne diffèrent que selon le rapport de forces et les spécificités du pays. Là, elles prennent les formes de relais idéologiques et politiques de l'impérialisme et de la bourgeoisie, ailleurs, elles vont jusqu'au complot, à la collaboration, et aux pratiques policières visant à liquider les militants et le Mouvement révolutionnaire.

La situation dans notre pays n'échappe pas à cette dialectique dont nous venons de schématiser et de généraliser les contradictions principales et secondaires (mais combien importante !).

Après plus de trente années d'«indépendance», la domination néocolonialiste et la politique de dépendance n'ont fait qu'enfoncer notre pays dans une crise structurelle dont notre peuple paie un lourd tribut. Je me bornerai à souligner ici les manifestations les plus criantes de cette crise dans un domaine fondamental, celui des droits de l'homme :

1 - Droits économiques et sociaux

- . 45 % des Marocains vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté absolue
- . 50 % de la population active est au chômage déclaré ou «déguisé»
- . 60 % des patrons paient des salaires inférieurs au SMIG (déjà limité à 600 dh)

- . le taux d'analphabétisme : 44 % dans les villes et 82 % dans les campagnes

- . 4 millions de Marocains habitent des bidonvilles
- . un enfant sur deux n'est pas scolarisé
- . un médecin pour 30 000 habitants
- . chômage des cadres universitaires dont plus de 700 médecins !

2 - Droits et libertés démocratiques

- . arrestations et condamnations arbitraires de militants syndicalistes, violations des droits de grève, licenciements abusifs de grévistes dont 1600 enseignants et employés de la santé qui n'ont toujours pas été réintégrés dans leur fonction depuis la grève des 10 et 11 avril 1979

- . l'Union Nationale des Etudiants du Maroc et l'Association Marocaine des Droits de l'Homme sont toujours sous le coup d'une interdiction de fait

- . les associations culturelles et de jeunesse sont systématiquement surveillées, infiltrées, au besoin interdites

- . la presse est soumise à la censure et à l'auto censure

- . 400 militants sont portés disparus et plus de 900 militants politiques sont toujours en prison

- . plusieurs d'entre eux furent arrêtés lors de la grève générale du 20 juin 1981 et des événements de janvier 1984 réprimés dans le sang.

Voilà des réalités que ne peut cacher le discours officiel sur la «démocratie» marocaine qui est bien loin d'atteindre même les formes de démocratie bourgeoisie les plus élémentaires.

Chers camarades,

L'immigration d'une partie de nos travailleurs n'est qu'un prolongement de cette crise et violation de droits, car on ne quitte pas son pays pour le simple plaisir ! Exclue de nombre de leurs droits légitimes, nos travailleurs immigrés en Europe sont durement touchés par le chômage, le racisme, les licenciements, les situations sociales précaires en raison des politiques patronales face à la crise de production capitaliste. Il en est ainsi aux Houillères du Nord Pas-de-Calais où des centaines de travailleurs marocains sont sous la menace de licenciement et retour au pays, sans perspectives ni droits après avoir passé de longues années au service de l'économie française. Ils ont entrepris une lutte héroïque pour défendre leurs droits légitimes, bénéficiant de la solidarité exemplaire de la CGT et celle de votre Parti non moins agissante.

Comme eux, face à la crise imposée par l'impérialisme et le capitalisme dépendant, notre classe ouvrière à l'intérieur du pays mène des luttes quotidiennes, souvent méconnues et sans éclat médiatique, mais des luttes conséquentes et de longue haleine. De larges couches des masses populaires en général prennent conscience, adhèrent à la lutte et renforcent le mouvement démocratique. En particulier les jeunes qui constituent la majorité écrasante de notre peuple. Le Mouvement syndical connaît un renouveau et un élan militant sous l'impulsion de la Confédération Démocratique du Travail. Le Mouvement de Libération se radicalise, les grandes idées du socialisme

scientifique font des avancées appréciables et fraient le chemin de l'avenir, celui de la paix, de la justice sociale, et de la démocratie véritable. La contradiction principale qui oppose notre peuple à la grande bourgeoisie alliée de l'impérialisme s'approfondit de jour en jour.

Notre parti qui œuvre pour la continuité du Mouvement de Libération sur la base du socialisme scientifique est engagé dans la lutte aux côtés des masses populaires, acceptant de lourds sacrifices (plusieurs dirigeants assassinés dont Mehdi Benbarka et Omar Benjelloun, plusieurs militants exécutés, des centaines d'autres enlevés, disparus, ou condamnés à de lourdes peines de prison).

Notre parti, le Mouvement progressiste dans son ensemble, la classe ouvrière et le peuple marocain ont besoin de votre solidarité dans le cadre de l'internationalisme prolétarien. N'en doutons pas, comme à l'époque de la Révolution du Rif, ou lors de la lutte anti-coloniale, cette solidarité ne peut être qu'agissante, conséquente, et à la mesure du défi de l'alliance de l'impérialisme et de la réaction locale. Elle n'est évidemment pas à sens unique ! Et, au moment où le système capitaliste vit une impasse économique et idéologique, au moment où le socialisme connaît un élan vigoureux à l'instar de la «perestroïka» en Union Soviétique, au moment où nos idées et nos stratégies convergent inéluctablement dans le combat contre le même ennemi, faisons ensemble que notre solidarité soit concrète et fructueuse dans le respect de «l'auto gestion» de nos affaires internes, des spécificités de chacun de nos pays, et de l'Histoire militante de son peuple.

Camarades,

Comme vous le savez, notre région connaît la guerre depuis plus de dix ans. Nos deux villes Ceuta et Mellilla et les Iles Jaafarines sont toujours sous la domination du colonialisme espagnol.

Notre parti est indéfectiblement lié au principe de la souveraineté du peuple marocain sur l'ensemble du territoire national, autrefois divisé par les complots et les intrigues du colonialisme, du néocolonialisme, et de ses alliés locaux : la féodalité et la bourgeoisie compradore. Néanmoins, nous sommes favorables à une solution politique du conflit du Sahara sur la base d'un référendum organisé par les Nations Unies. Nous restons persuadés que la vraie solution, celle des socialistes est celle-là même qui ramènera la paix, consolidera la lutte anti-impérialiste dans la région, permettra l'alliance de classe contre le capitalisme et la bourgeoisie locale ; bref, une solution qui s'inscrit dans la perspective d'Unité du Maghreb et qui permettra de «remettre à jour» les liens militants et fraternels qui unissent notre peuple au peuple algérien frère.

Camarades,

Au nom de la Commission Administrative Nationale, et de tous les militants de notre parti, permettez-moi de vous adresser nos salutations militantes les plus chaleureuses et de vous présenter d'avance nos sincères félicitations pour la réussite de votre XXVIème Congrès, préparé et mené d'un haut niveau idéologique, politique et organisationnel.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION MAROCAINE DES DROITS DE L'HOMME

A l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (10 décembre 1948), le bureau central de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme a publié un communiqué dont voici de larges extraits traduits :

«L'année 1987 s'est caractérisée par l'approfondissement de la crise économique dont l'aspect le plus criant se reflète au niveau de l'emploi :

*- chômage à tous les niveaux, y compris celui des diplômés de l'université, des instituts et écoles de formation ;
- recrudescence des licenciements des ouvriers et employés, dont le dernier exemple en date est celui du licenciement de 1000 employés de l'Office de Commercialisation et d'Exportation pour la seule ville de Casablanca.*

Quant aux conditions de travail des ouvriers, elles restent précaires, souvent inhumaines, tant au niveau des salaires et allocations qu'au niveau de la santé, des accidents de travail, des maladies professionnelles et des garanties sociales. La législation du travail est loin de garantir une vie décente aux travailleurs, et les jugements en justice ne répondent pas aux espérances d'équité de ceux qui y ont recours. Cette situation s'accompagne d'autre part, de la hausse des prix des denrées alimentaires essentielles, et de celui des loyers et des services sociaux. Les salaires restent gelés ou en régression à cause de la réduction constante et unilatérale des heures de travail.

La rentrée scolaire 1987-1988 a enregistré davantage d'expulsions d'élèves et d'étudiants. Au niveau des droits civiques et politiques, le phénomène de la torture reste présent dans les appareils de pouvoir marocains, alors que le sort de plusieurs disparus reste inconnu, et que la situation des exclus de leur travail pour activités syndicales ou politiques, est inchangée. La libération des détenus politiques et le retour des exilés n'ont toujours pas eu lieu, et dans les prisons marocaines sévissent la promiscuité, le manque d'équipement, la mauvaise alimentation et les mauvais traitements des détenus. Il s'ensuit la prolifération des maladies, des décès et suicides, et la multiplication des grèves de la faim. Le sort des détenus grévistes de la faim depuis avril 1985 reste inconnu, des rumeurs faisant état de leur alimentation forcée sous drogue...».

Après avoir salué la résistance des peuples palestinien et libanais, et évoqué le bafouement des droits de l'homme pratiqué par le sionisme dans les territoires arabes occupés, le communiqué souligne également l'atteinte des droits de l'homme de par le monde, et plus particulièrement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, et la montée de la lutte des peuples dans ces régions pour y mettre fin. Il souligne enfin «l'importance de la garantie des droits de l'homme dans le développement moral et intellectuel de celui-ci, la libération de sa volonté et l'ouverture devant lui des perspectives de progrès dans tous les domaines. Mais il ne suffit pas pour garantir les droits et libertés de l'homme de les inscrire dans les constitutions, lois et accords internationaux. Car la plus grande des garanties pour l'application de ces droits dans la vie réelle, est celle de la prise de conscience des premiers concernés, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens, leur conviction en ces droits et leur aptitude à les défendre».